



Expression du Comité Régional sur les Élections Européennes

En PACA, le 9 juin chaque voix compte !

Les puissances de l'argent accompagnées par les gouvernements européens ont renforcé, par leurs attitudes et leurs prises de position, un sentiment général d'éloignement avec les questions européennes qui apparaissent techniques et réservées à des experts. Ce qui complexifie une appropriation collective de ces enjeux au moment des élections européennes.

Ce scrutin est pourtant extrêmement politique et les résultats vont peser concrètement sur la vie des peuples européens et des travailleurs, en matière de services publics, d'industrie, de travail, d'emploi et de formation, d'agriculture et d'alimentation, de culture, d'éducation, de transport, de financement des politiques régionales notamment à travers les fonds européens.

L'Acte unique de 1987 et le Traité de Maastricht de 1992 ou de Lisbonne de 2007, ont généralisé la libre circulation des capitaux, la déréglementation, la casse des droits sociaux les plus fondamentaux, la mise en concurrence des travailleurs et travailleuses sur tout le continent, la régression de la démocratie tant à l'échelle du continent que de tous ses pays membres.

Ils ont participé aux dynamiques de délocalisations qui ont dévastées des régions entières en termes d'aménagement du territoire par le démantèlement des services publics et détruit des pans entiers de notre industrie. Ils ont provoqué l'accroissement de la pauvreté, concernant plus d'un européen sur cinq.

Dans le même sens, les pressions économiques et commerciales actuelles provoquent une montée des tensions géopolitiques, ce qui permet aux gouvernements, dans leurs décisions, de s'orienter vers des économies de guerre, de renforcer les politiques d'austérité.

Ce qui engendre également une montée de l'extrême droite, au détriment des forces progressistes. Les populations, le monde du travail, par peur, par colère, se réfugient dans des formes de repli et de rejet. L'extrême droite, le fascisme, progressent dangereusement dans de nombreux pays et imposent même ses visions politiques. Pour exemple : le vote en avril 2024 du pacte sur l'asile et l'immigration européen.

D'autres choix sont possibles, il faut donc envoyer des signes importants au parlement européen, le 9 Juin prochain, avec des députés qui défendent et portent les propositions du monde du travail, de la CGT. Des députés qui aident à résister et défendent les conquêtes sociales en saisissant toutes avancées nationales gagnées par les luttes pour les étendre à toute l'Europe.

I/ Quelles alternatives aux réformes du système des retraites qui ont touché tous les pays européens depuis des décennies ? Quel contre-projet rejetant le dogme du « coût du travail » ? Quelles solutions pérennes face à la réduction des dépenses publiques et socialement utiles imposées par les politiques d'austérité budgétaire européennes (règle des 3%) ?

Il y a urgence à réorienter la dépense sociale et publique vers la réponse aux besoins sociaux. Pour cela, il faut abandonner le pacte de stabilité et de croissance. Pacte qui pénalise l'investissement public en Europe.

La richesse créée par le travail doit revenir aux travailleurs, aux privés d'emploi, aux retraités, au financement des services publics, en activant trois leviers :

- Le premier consiste à sécuriser l'emploi et les salaires tout au long de la vie, renforcer des garanties collectives constituées de droits individuels et collectifs, prendre des dispositions pour revenir sur les ordonnances Macron, sortir des mises en concurrence des travailleurs, des territoires, en lien avec la casse des statuts sociaux.
Parce que notre région est un territoire transfrontalier et une terre d'immigration, la directive travailleurs détachés et les règles relatives à la coordination des systèmes de sécurité sociale de l'UE doivent être révisés et les travailleurs dits « sans papiers » régularisés.
Internationalistes, nous rejetons le pacte européen sur l'asile et l'immigration.
- Le second consiste à créer les conditions du financement de la dépense publique pour qu'elle ne subisse plus l'emprise des marchés financiers. Il s'agit d'imposer à l'échelle européenne un fonds de développement des services publics directement financé par la Banque Centrale Européenne à taux zéro, et des dispositifs de contrôle de l'octroi de fonds publics aux entreprises.
- Le troisième est d'imposer des pouvoirs démocratiques et de nouveaux droits aux travailleurs et travailleuses, à la fois sur les lieux de travail et dans la société, de manière à peser sur les décisions relatives au développement des territoires régionaux.

II/ Depuis plusieurs décennies, la France et l'UE ont permis aux multinationales de dévaster et démanteler nos grandes filières industrielles, empochant des milliards d'aides publiques sans contrepartie. La région PACA n'a pas été épargnée. **Rien n'est irréversible, il y a urgence à mettre en place :**

- Un grand plan de relance et de redéfinition de la politique industrielle. Pour cela, s'agissant de la France et de notre région, il convient de relocaliser, renationaliser et socialiser des entreprises stratégiques fondamentales pour notre indépendance. Cette réindustrialisation doit nous permettre de répondre à un certains d'enjeux environnementaux en lien avec les besoins humains, afin de promouvoir la justice sociale et environnementale partout et pour tous et toutes. Activer de nouvelles filières industrielles et maîtriser des filières stratégiques existantes grâce à des coopérations renforcées entre services publics et entreprises industrielles (énergie, transports, chimie, agriculture...).

Tous les pays de l'UE doivent pouvoir faire de même et mettre en place de nouvelles coopérations entre secteurs d'activité à l'échelle continentale.

- Le financement de cette nouvelle industrialisation par la Banque Centrale Européenne (BCE) et la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Cela passe par une nouvelle sélectivité de la politique monétaire, abaissant les taux pour les investissements des entreprises lorsqu'elles développent l'emploi, la formation, les salaires, promeuvent l'égalité salariale et diminuent les rejets de gaz à effet de serre. Les taux doivent, à l'inverse, être fortement relevés lorsque les investissements et les prêts servent à supprimer des emplois, à délocaliser ou à financer la spéculation.
- Le conditionnement des aides publiques à des objectifs sociaux et environnementaux, ainsi qu'au développement de l'emploi, de la formation et de l'investissement. Un droit de veto doit être reconnu aux instances du personnel notamment dans les Comités Économiques et Sociaux Européens.

III/ Il est aussi « minuit moins le quart » en PACA, car sur les quarante-deux circonscriptions de cette région de cinq millions d'habitants, vingt et une sont revenues au RN en 2022. Les forces politiques d'extrême droite sont à l'offensive des institutions européennes, après leur conquête du pouvoir dans plusieurs États membres.

Ce faisant, elles s'accrochent à un apparent paradoxe : principales forces politiques en Europe dénonçant la construction européenne, elles cherchent à prendre le contrôle de ses institutions pour mieux influencer leurs trajectoires et empêcher toute politique progressiste.

Ces forces se nourrissent du désespoir, de la précarité, de la pauvreté, de l'insécurité sociale. 95 millions d'Européens se trouvent en situation de pauvreté, 860 000 personnes en PACA (soit 17%), deuxième région la plus inégalitaire en France. **Sortir de cette logique infernale impose de :**

- Mobiliser une majorité des Européens afin que l'Europe se mette enfin au service des peuples, de la jeunesse, de toutes celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre.
- Coordonner les luttes nationales, européennes et internationales pour conquérir de nouveaux droits sociaux et sociétaux, lutter contre toutes discriminations.
- Promouvoir la paix et la sécurité collective et ancrer le droit européen dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme et le respect du droit international (OIT).

Il nous faut gagner la participation active des travailleurs et travailleuses à ce scrutin et les aider à se déterminer pour peser dans l'intérêt du monde du travail et des populations, afin de répondre aux besoins fondamentaux et pour se donner l'objectif de construire une véritable Europe de progrès social.

Marseille le 31 Mai 2024